

EUROPE: UN SECOND SOUFFLE ?

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Quelle politique européenne pour la France : sortir de l'Euro ? Prolonger une Union mal aimée et stagnante ? Trouver un second souffle ? C'est une question essentielle adressée aux candidats à l'élection présidentielle française et aux citoyens européens. Dans ce débat, Pascal Lamy et Nicole Gnesotto, apportent un diagnostic lucide et des propositions que l'on jugera timides.

Dans leur livre « Où va le monde ? » (Odile Jacob 2017), ils regardent un monde en relief avec l'œil de la géo-économie pour Pascal Lamy et celui de la géopolitique pour Nicole Gnesotto. Ils posent au départ un postulat curieux : l'économie serait rationnelle et la politique passionnelle.

L'expansion à l'échelle mondiale du capitalisme de marché, y compris en Chine où il donne des résultats spectaculaires, relèverait de l'évidence rationnelle, même si l'ancien patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concède en passant qu'il arrive à ce système d'avoir des pulsions (avidité et volonté de domination), qui devraient être bornées par des règles publiques imposées par les États. L'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin marquent la victoire stratégique du capitalisme sur le communisme. Dans ce survol historique, il n'est jamais fait mention de l'impérialisme, une « pulsion » qui a animé le capitalisme depuis le XV^{ème} siècle.

Le sous-titre du livre est « Le marché ou la force ? » C'est la passion politique qui animerait les forces de l'oppression des libertés à l'intérieur et la volonté de conquête à l'extérieur. Longtemps, avec Raymond Aron, les auteurs ont cru que le développement économique amènerait la démocratie politique. Les exemples de la Russie de Poutine, de la Chine contrôlée par le Parti communiste, ainsi que la montée du despotisme en Turquie et ailleurs, montrent qu'il n'en est rien.

L'Europe, car le livre est centré sur l'avenir de l'Europe, va devoir se ressaisir pour faire face aux chocs externes et aux désillusions internes qui menacent son existence même.

Les chocs externes sont bien décrits. Une nouvelle inconnue américaine résulte de l'élection de Donald Trump, personnage imprévisible qui secoue rudement l'échiquier politique mondial, menaçant verbalement la mondialisation économique et la sécurité de l'Europe assurée par l'OTAN, deux fondements de l'Union Européenne.

La Chine serait, elle aussi, inquiétante, non pour des raisons politiques mais pour des raisons économiques : le système bancaire serait fragile {mais il repose sur un matelas d'épargne et un contrôle qui ont l'un et l'autre manqué aux USA en 2008}, et douloureuse serait la transition d'une croissance rapide tirée par les exportations à une expansion plus lente tournée vers le marché intérieur {mais le Japon a réussi autrefois cette transition sans dommage majeur}.

Poutine veut redonner sa dignité à une Russie humiliée et offensée par l'Occident durant les années 1990, reprendre des territoires nécessaires à sa sécurité et il trace, avec brutalité, des lignes rouges que l'OTAN et l'Union Européenne ne devraient pas franchir. Dans leur tour du monde, les deux auteurs consacrent d'excellents couplets à l'Inde et surtout à l'Afrique, où le pessimisme de la politologue contraste avec l'optimisme de l'économiste.

Venons-en à l'Europe, dont les vrais problèmes ne sont pas extérieurs mais intérieurs. Les auteurs parlent d'« impéritie », en prenant trois exemples.

Le premier est celui de la politique mise en œuvre après la crise financière importée des Etats-Unis en 2008. Alors que ceux-ci ont su, par une politique hardie de relance monétaire et budgétaire, de soutien de l'industrie et de contrôle de la finance, ramener le pays au plein emploi, 5 millions de jeunes sont toujours à la porte du marché du travail en Europe. La cure de déflation imposée à la zone euro a pesé sur la croissance et provoqué une « crise de confiance ». Mais je suis en désaccord avec cette affirmation du livre : « La crise de la zone euro semble donc bien une crise des finances publiques de certaines États membres, et non une crise de l'euro ou de l'attractivité même du projet européen ».

Deuxième exemple : la Commission et les États ont été timides et tardifs pour traquer le dumping, l'évasion et la fraude fiscales, afin d'éviter de fâcher les multinationales. Ce sont les USA et le G20 qui ont enclenché la traque {bien modeste} des paradis fiscaux, dont certains sont au cœur de l'Europe.

Troisième exemple : pour l'accueil des réfugiés, l'Europe a « trahi ses valeurs » de solidarité et de coopération. Et elle n'a pas su filtrer à ses frontières les réfugiés bienvenus et les migrants économiques non souhaités, en l'absence des gardes-frontières dont Kohl et Mitterrand recommandaient la création il y a longtemps.

Ce réquisitoire est sévère mais juste : « L'Europe communautaire glisse vers l'Europe des nations et cette pente mène vers la non-Europe ». Que proposent-ils ? Une renaissance de l'Europe assise sur trois valeurs chères à Jacques Delors : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit ».

À court terme, les deux auteurs reprennent, en une si brève demi-page, un paquet classique de relance comprenant un programme Erasmus pour 1 million d'apprentis, le quintuplement du plan Juncker d'investissements publics, une réforme de la « zone euro » {non explicitée}, une première harmonisation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; un transfert du budget agricole vers les dépenses d'avenir de Recherche et développement.

À moyen terme, ils sont tout aussi classiques : une croissance de 2 à 3% tirée par l'innovation (?), la création de salaires minimums nationaux qui convergeraient à long terme, une transition énergétique financée par une taxe européenne sur le carbone perçue dans les 27 pays de l'Union {idée intéressante}.

Les propositions les plus originales se situent dans le domaine de la sécurité, avec un préalable : ne pas affaiblir l'OTAN, c'est-à-dire ne pas donner de prétexte aux USA pour se dégager d'une alliance que Trump a qualifié d'*obsolète* durant la

campagne présidentielle. La solution proposée est de créer une force européenne d'intervention pour stabiliser les confins désertiques de l'Afrique sub-saharienne où fermentent la frustration et le terrorisme. Cette force serait couplée avec une évaluation et une redéfinition de l'aide publique au développement (APD). Les chefs d'État et de gouvernement se réuniraient une fois par an en Conseil de sécurité européen.

À long terme, il nous est proposé que l'Europe, si elle existe encore, « civilise la mondialisation » (sic) ! Je ne suis pas sûr personnellement que les pâles « Lumières » européennes soient d'une grande portée en Asie ou en Afrique, où les civilisations anciennes redressent fièrement la tête.

Ce livre a le mérite de nous rappeler que le monde de demain sera plus dangereux et plus imprévisible que celui d'hier, et que « divisés, les Européens ne comptent plus ». Mais l'ancien Commissaire européen ne nous dit pas comment naviguer, malgré les vents contraires, vers cette Europe renaissante qui semble bien lointaine.

Répétons cette question récurrente des « Lettres aux amis » qui devrait trouver réponse durant la campagne présidentielle : comment convaincre l'Allemagne de réformer la zone euro pour que celle-ci survive tout simplement ? Mutualiser les dettes (pas seulement grecques) et différer leurs remboursements ; endetter l'Union pour investir massivement dans les infrastructures, en Europe du sud comme en Allemagne et en France ; taxer les opérations financières et/ou le carbone ; traquer l'évasion fiscale des multinationales, américaines et autres.

Faut-il séduire Berlin en jouant le chantage « ça passe ou on se casse » (Mélenchon) ? En redoublant d'austérité en France (Macron) ? Ou, plus astucieux, en exerçant sur l'Allemagne la pression démocratique d'un nouveau Parlement de la zone euro, composé de députés des Parlements nationaux choisis à la proportionnelle des populations, où la France et l'Europe du sud seraient majoritaires (Piketty pour Hamon) ?

L'autre priorité est de convaincre nos compatriotes de ne pas renverser la table européenne en quittant l'Euro et le Marché commun. Le « franc Le Pen ou Mélenchon » ne pèserait pas lourd et baisserait de 10 à 20% ; tous les consommateurs achèteraient donc l'essence, le fioul et les téléphones portables 10 à 20% plus cher ; et il faudrait relever les impôts (probablement la TVA) pour payer la dette due aux étrangers (deux tiers de la dette d'État). À moins de se déclarer en faillite et de voir débarquer le FMI comme en 1956 !

Le *Frexit*, analogue au *Brexit*, serait une catastrophe pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi des Français, sauf si on l'entend comme FR(ont national) EXIT !

24 février 2017